

ANGEL JORGE CLAVERO

LE VATICAN A TOUJOURS CONSIDÉRÉ L'ARGENTINE COMME UN ÉTAT DE RI

Angel Jorge Clavero est un fervent défenseur de la laïcité, sur un terrain où elle ne va pas de soi. Grand Maître de la Grande Loge argentine, il a fondé l'Institut argentin d'études contemporaines à Buenos Aires et mène une lutte acharnée pour contrer les manœuvres politiques de l'Église catholique. Son passage à Paris pour recevoir l'attention spéciale du jury du prix de la Laïcité du Comité Laïcité République (voir encadré), il fait le lien entre Charlie sur l'état de la religion au pays du pape «de gauche».

CHARLIE HEBDO : Quel rapport entre la société argentine avec la religion ?

Angel Jorge Clavero : Notre pays est un pays de migration, et d'immigration espagnole et italienne dans sa grande majorité. C'est donc un pays très catholique. Il a eu des évêques très conservateurs, et le Vatican a toujours considéré l'Argentine comme un État de référence pour maintenir sa ligne en Amérique latine. Notre pays, l'Uruguay, par exemple, est aussi un pays de migration – pourtant, il est beaucoup plus laïque. Ici, on a toujours senti davantage le poids de l'Église catholique.

Comment le cas évidemment pendant la dictature. Mais avant également ?

En fait, tout au long de notre histoire, l'Église catholique et la franc-maçonnerie se sont affrontées, chacune campée sur ses positions : la franc-maçonnerie, laïque et progressiste ; l'Église, dogmatique et favorisant le fanatisme religieux. Ainsi, au début du XIX^e siècle, notre pays était gouverné par les libéraux, et la franc-maçonnerie avait une grande influence. En 1884, la loi sur l'éducation publique gratuite, obligatoire et obligatoire a été votée, le président était Grand Maître de la maçonnerie argentine... L'Église a regagné des positions et une certaine puissance, à partir de 1930, avec le coup d'État militaire qui a renversé le gouvernement d'Hipólito Yrigoyen. Entre 1930 et 1940, pendant ce qu'on appelle «la décennie infamée», les gouvernements militaires se sont succédés, la démocratie était inexistante, et l'Église a commencé à récupérer tout son pouvoir. En 1934, le Concile eucharistique se tient en Argentine, et le pape Pie XII vient à Buenos Aires et pro-



doit reprendre le contrôle de l'éducation. Alors commence une grande offensive contre l'éducation publique, en primaire, en secondaire et à l'université. Car l'éducation publique laïque portait ses fruits : le pays devenait un pays libéral. Et l'Église n'aimait pas ça du tout.

Et personne n'a réagi ?

Les partis politiques qui luttaient traditionnellement contre les dogmatismes se sont mis à regarder ailleurs. La laïcité a perdu les soldats qui la défendaient. Le Parti socialiste, par exemple, ou le parti radical [Union civique radicale], auquel j'appartenais, délaissèrent ce combat, considérant que l'Église était un pouvoir établi et qu'il fallait la laisser tranquille. D'autant que, du fait de ses liens avec les militaires, elle faisait peur. C'est encore ce qui se passe aujourd'hui

« Le pape François n'est pas de gauche, il est populiste. »

avec les colons espagnols. Elle s'est établie ici. C'est aussi de ça que naquirent nos pays. Quand l'Argentine est née, le clergé était là, et il tenait fermement son rôle et sa position politique. Quand nous nous opposons par exemple à l'enseignement religieux dans les écoles publiques, on nous rétorque que nous contrevenons à la Constitution et qu'on ne peut arracher ses racines au pays. C'est la théorie de la nation catholique, qui est née en 1930.

CHARLIE HEBDO : Quel rapport entretient la société argentine avec la religion ?

► Angel Jorge Clavero : Notre pays est un pays d'immigration, et d'immigration espagnole et italienne dans sa grande majorité. C'est donc un pays très catholique. Il a eu des évêques très conservateurs, et le Vatican a toujours considéré l'Argentine comme un État de référence pour maintenir sa ligne en Amérique latine. Notre voisin l'Uruguay, par exemple, est aussi un pays d'immigration – pourtant, il est beaucoup plus laïque. Ici, on a toujours senti davantage le poids de l'Église catholique.

Ce fut le cas évidemment pendant la dictature. Mais avant également ?

Oui. En fait, tout au long de notre histoire, l'Église catholique et la franc-maçonnerie se sont affrontées, chacune campée sur ses positions : la franc-maçonnerie, laïque et progressiste ; l'Église, dogmatique et favorisant le fanatisme religieux. Ainsi, au début du XIX^e siècle, notre pays était gouverné par les libéraux, et la franc-maçonnerie avait une grande influence. En 1884, quand la loi sur l'éducation publique gratuite, laïque et obligatoire a été votée, le président était le Grand Maître de la maçonnerie argentine... Mais l'Église a regagné des positions et une certaine puissance, à partir de 1930, avec le coup d'État militaire qui a renversé le gouvernement civil d'Hipólito Yrigoyen. Entre 1930 et 1940, pendant ce qu'on appelle « la décennie infâme », où les gouvernements militaires se sont succédé, la démocratie était inexistante, et l'Église a commencé à récupérer tout son pouvoir. En 1934, le congrès eucharistique se tient en Argentine, et le [futur] pape Pie XII vient à Buenos Aires et prononce une phrase dont la hiérarchie catholique argentine prend bonne note : l'Église catholique



doit reprendre le contrôle de l'éducation. Alors commence une grande offensive contre l'éducation publique, en primaire, en secondaire et à l'université. Car l'éducation publique laïque portait ses fruits : le pays devenait un pays libéral. Et l'Église n'aimait pas ça du tout.

Et personne n'a réagi ?

Les partis politiques qui luttaient traditionnellement contre les dogmatismes se sont mis à regarder ailleurs. La laïcité a perdu les soldats qui la défendaient. Le Parti socialiste, par exemple, ou le parti radical [Union civique radicale], auquel j'appartenais, délaissèrent ce combat, considérant que l'Église était un pouvoir établi et qu'il fallait la laisser tranquille. D'autant que, du fait de ses liens avec les militaires, elle faisait peur. C'est encore ce qui se passe aujourd'hui en Argentine. Les partis politiques regardent ailleurs. Dans une province, ils veulent actuellement réintroduire l'enseignement catholique dans les écoles primaires... C'est pour cela que nous sommes allés, au nom de la franc-maçonnerie, devant la Cour suprême : pour défendre l'éducation publique, qui est toujours menacée et qui est, en plus, dans un état presque désespérant. Nous sommes la seule force qui porte et défend la laïcité. Je suis un enfant de l'école publique laïque. Elle m'a permis d'étudier, bien que je sois un enfant d'ouvrier. C'est à ça que sert la laïcité.

Peut-on quand même dire que l'Argentine est un État laïque ?

Écoutez... L'article 2 de la Constitution dit que la nation argentine « soutient le culte catholique apostolique et romain »...

L'Église catholique a-t-elle le même poids partout en Amérique latine ?

Cela dépend des pays. Le problème, c'est que l'Église catholique est arrivée en Amérique latine

« Le pape François n'est pas de gauche, il est populiste. »

avec les colons espagnols. Elle s'est établie ici. C'est aussi de ça que naquirent nos pays. Quand l'Argentine est née, le clergé était là, il tenait fermement son rôle et sa position politique. Quand nous nous opposons par exemple à l'enseignement religieux dans les écoles publiques, on nous rétorque que nous contrevions à la Constitution et qu'on ne peut arracher ses racines au pays. C'est la théorie de la nation catholique, qui est née en 1930.

La société, les citoyens, comment réagissent-ils par rapport à ça ?

Dans les grands centres urbains, là où il y a beaucoup d'universités, où la culture joue son rôle, l'impact est moindre. Mais dans les provinces, dans les campagnes, ce n'est pas le cas. Dans la province de Salta, par exemple, là où justement la Constitution provinciale a réintroduit l'éducation religieuse, il y a autour de 1 000 ministres du culte qui enseignent et qui sont payés par l'argent public. Si je ne veux pas que mon fils reçoive un enseignement religieux, je dois signer une décharge le demandant expressément, et, surtout, dire pourquoi je ne le veux pas. On va voir ce que décide la Cour suprême...

Quel impact a l'Église sur les droits des femmes ?

Énorme. Alors qu'au Chili, par exemple, la présidente a réussi à dépenaliser partiellement l'avortement, ici, tous les projets en faveur de l'IVG échouent, parce qu'il y a une grande



LAVERO

IL A TOUJOURS CONSIDÉRÉ L'ÉGLISE COMME UN ÉTAT DE RÉFÉRENCE»



doit reprendre le contrôle de l'éducation. Alors commence une grande offensive contre l'éducation publique, en primaire, en secondaire et à l'université. Car l'éducation publique laïque portait ses fruits : le pays devenait un pays libéral. Et l'Église n'aimait pas ça du tout.

Et personne n'a réagi ?

Les partis politiques qui luttaient traditionnellement contre les dogmatismes se sont mis à regarder ailleurs. La laïcité a perdu les soldats qui la défendaient. Le Parti socialiste, par exemple,

« Le pape François n'est pas de gauche, il est populiste. »

avec les colons espagnols. Elle s'est établie ici. C'est aussi de ça que naquirent nos pays. Quand l'Argentine est née, le clergé était là, et il tenait fermement son rôle et sa position poli-

influence de la religion sur les dirigeants, les députés, les sénateurs...

Pourtant, le mariage pour tous a été adopté...

Oui, l'Église a perdu la bataille du mariage pour tous parce que, peut-être, elle ne lui accorde pas beaucoup d'importance. Mais les batailles qu'elle ne veut pas perdre, ce sont celles de l'avortement et de l'éducation, dont elle veut prendre le contrôle. C'est aussi pour ça que nous, la maçonnerie argentine, nous commençons à ouvrir un peu partout des chaires de libre-pensée dans des universités, partout où nous le pouvons dans le pays. Car l'étudiant d'aujourd'hui est le dirigeant de demain.

Que représente l'athéisme en Argentine ?

Il est assez peu présent. Il y a davantage d'agnosticisme. L'athéisme a suivi le même chemin que les partis politiques. Le Parti socialiste, qui comprenait beaucoup de dirigeants athées, a disparu peu à peu. La nature des dirigeants politiques a changé.

Est-ce que le pape est vraiment, comme il le prétend, un pape de gauche ?

Non. Il appartenait au Parti péroniste. C'est un pape populiste. La doctrine sociale de l'Église fut l'un des noyaux du péronisme.

Et il est populaire en Argentine ?

Oui, bien sûr. Parce qu'il a de nombreux relais, ici.

Est-ce qu'il y a une concurrence, comme au Brésil par exemple, entre l'Église catholique et les Églises évangéliques ?

Oui, c'est en train de monter. Cela préoccupe beaucoup l'Église catholique, parce qu'elles lui prennent, comme on dit, des parts de marché. Elles progressent beaucoup dans les campagnes.

Et l'islam ?

Non, il n'a pas d'influence. Il y a quelques mosquées çà et là, mais il n'y a pas d'immigration. Ce phénomène qu'on voit advenir en Europe, ici, on ne le voit pas. Mais c'est la même bataille : liberté de conscience contre dogmatisme, libre-pensée contre fanatisme. C'est une bataille millénaire. Les conditions changent, mais la lutte, non. Et on est parfois bien seul dans cette lutte.

Propos recueillis par Gérard Biard